



Paraguay

Accord ratifié: **Oui**

Date de ratification: **2016-03-01**

Notifications de mise en oeuvre (Catégories A, B, C)			Date d'échéance	Statut
Notification des désignations des catégories A,B,C			22 février 2017	Oui
A - 52.5%	B - 19.3%	C - 28.2%	Not yet notified - 0.0%	
Notification des dates indicatives de la Catégorie B			22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Catégorie B			22 février 2018	Oui
Notification des dates indicatives de la Catégorie C			22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Catégorie C			22 août 2019	Oui
Notification des besoins d'assistance technique			22 février 2017	Oui
Notification des arrangements conclus pour la fourniture d'assistance technique			22 février 2018	Oui
Notification de l'état d'avancement de la fourniture d'assistance technique			22 août 2019	Oui

Notifications de transparence

Notified Art. 1.4	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 01 septembre 2021	Oui
Notified Art. 10.4.3	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 10.6.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 12.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui

Renseignements sur l'assistance

Notified Art. 22.3	Oui
--------------------	-----

Légendes:

Oui

Notification présentée















Non

Notification due

Non

Notification non échue

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
1.1	Publication	C	au plus tard le 01 septembre 2018	au plus tard le 01 septembre 2021
1.2	Renseignements disponibles sur Internet	C	au plus tard le 01 mars 2019	au plus tard le 01 septembre 2021
1.3	Points d'information	C	au plus tard le 01 septembre 2018	au plus tard le 01 septembre 2021
1.4	Notification	C	au plus tard le 01 septembre 2018	au plus tard le 01 septembre 2021
2.1	Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur	C	au plus tard le 01 septembre 2018	au plus tard le 01 septembre 2020
2.2	Consultations	C	au plus tard le 01 septembre 2018	au plus tard le 01 septembre 2020
3	Décisions anticipées	A		au plus tard le 22 février 2017
4	Procédures de recours ou de réexamen	A		au plus tard le 22 février 2017
5.1	Notification de contrôles ou d'inspections renforcés	B	au plus tard le 01 septembre 2019	au plus tard le 01 septembre 2019
5.2	Rétention	A		au plus tard le 22 février 2017
5.3	Procédures d'essai	C	au plus tard le 01 septembre 2020	au plus tard le 01 septembre 2023
6.1	Disciplines générales concernant les redevances et impositions	B	au plus tard le 01 mars 2019	au plus tard le 01 mars 2019
6.2	Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions	B	au plus tard le 01 mars 2019	au plus tard le 01 mars 2019
6.3	Disciplines en matière de pénalités	B	au plus tard le 01 septembre 2020	au plus tard le 01 septembre 2020
7.1	Prétraitement avant arrivée	B	au plus tard le 01 septembre 2019	au plus tard le 01 septembre 2019
7.2	Paiement par voie électronique	A		au plus tard le 22 février 2017
7.3	Séparation de la mainlevée	B	au plus tard le 01 mars 2019	au plus tard le 01 mars 2019
7.4	Gestion des risques	A		au plus tard le 22 février 2017

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
7.5	Contrôle après dédouanement		au plus tard le 01 mars 2019	au plus tard le 01 mars 2019
7.6	Temps moyens nécessaires à la mainlevée		au plus tard le 01 septembre 2019	au plus tard le 09 avril 2021
7.7	Opérateurs agréés		au plus tard le 01 septembre 2020	au plus tard le 01 septembre 2020
7.8	Envois accélérés		au plus tard le 01 septembre 2018	au plus tard le 01 septembre 2022
7.9	Marchandises périssable		au plus tard le 01 mars 2019	au plus tard le 01 mars 2019
8	Coopération entre les organismes présents aux frontières		au plus tard le 01 mars 2021	au plus tard le 01 mars 2026
9	Mouvement des marchandises			au plus tard le 22 février 2017
10.1	Formalités		au plus tard le 19 septembre 2019	au plus tard le 19 septembre 2019
10.2	Acceptation de copies			au plus tard le 22 février 2017
10.3	Utilisation des normes internationales			au plus tard le 22 février 2017
10.4	Guichet unique			au plus tard le 22 février 2017
10.5	Inspection avant expédition			au plus tard le 22 février 2017
10.6	Recours aux courtiers en douane			au plus tard le 22 février 2017
10.7	Procédures communes à la frontière		au plus tard le 01 septembre 2019	au plus tard le 01 septembre 2019
10.8	Marchandises refusées			au plus tard le 22 février 2017
10.9	Admission temporaire de marchandises			au plus tard le 22 février 2017
11	Transit			au plus tard le 22 février 2017
12	Coopération Douanière			au plus tard le 22 février 2017

Légendes

A	Notifiée dans la catégorie A	Ap	Notifiée dans la catégorie A		
B	Notifiée dans la catégorie B	Bp	Notifiée dans la catégorie B	C»B	Transfer de la cat. C à la cat. B
C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	B»C	Transfer de la cat. B à la cat. C
N	Pas encore notifiée	E	Report de dates demandé		

Notifications et autres documents

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/N/PRY/2/Rev.3	2024-06-24	Article 22.3 - Revision 3
G/TFA/N/PRY/1/Add.3	2024-04-19	Extension of implementation dates
G/TFA/N/PRY/3/Rev.1	2024-02-08	Articles 10.4.3, 10.6.2, 12.2.2 - Revision
G/TFA/N/PRY/3/Add.1	2023-12-20	Article 1.4 - Addendum
G/TFA/N/PRY/4	2023-05-30	Arrangements and progress in the provision of technical assistance
G/TFA/N/PRY/2/Rev.2	2022-12-19	Article 22.3 - Revision 2
G/TFA/N/PRY/1/Add.2	2021-05-12	Category C notification - Addendum 2
G/TFA/W/22	2020-03-18	Informe sobre el primer encuentro latinoamericano de los comités nacionales de facilitación del comercio
G/TFA/N/PRY/3	2019-10-22	Articles 10.4.3, 10.6.2 and 12.2.2
G/TFA/N/PRY/2/Rev.1	2019-09-20	Art. 22.3 - Revision
G/TFA/N/PRY/1/Add.1	2019-07-23	Category C notification - Addendum
G/TFA/N/PRY/2	2019-07-23	Article 22.3
G/TFA/W/2/Add.3	2019-02-08	Rules of procedure of the Committee on Trade Facilitation - Addendum
G/TFA/N/PRY/1	2018-01-25	Categories B and C notification
WT/PCTF/N/PRY/1	2014-06-25	Category A notification

Partage d'experiences

Comité national sur la facilitation des échanges

Date	Title
12 février 2019 - 13 février 2019	National Trade Facilitation Committee (in Spanish)
15 octobre 2019 - 16 octobre 2019	National Committee on Trade Facilitation in Paraguay (Ms. Kuni C. Hashimoto Amarilla)
11 février 2020	Informe sobre el primer encuentro latinoamericano de los comités nacionales de facilitación del comercio - Montevideo, Uruguay - Noviembre 2019
1 décembre 2022	Paragua's National Trade Facilitation Committee
3 octobre 2023 - 5 octobre 2023	Trade facilitating agricultural systems and technology T FAST (in Spanish)

Expérience en matière de mise en œuvre - Soutien au renforcement des capacités

Date	Title
15 octobre 2019 - 16 octobre 2019	Comité Nacional de Facilitación de Comercio Paraguay

11 - Transit

Date	Title
20 octobre 2020 - 22 octobre 2020	Ventanilla única del exportador - medidas en época de pandemia
15 juin 2023 - 16 juin 2023	Statement

2.1 - Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur

Date	Title
19 octobre 2021 - 21 octobre 2021	Implementation of Article 2 of the TFA and update of progress on TFA implementation



1.1.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h), (i), (j) **Date indicative de mise en oeuvre**
1 septembre 2018

Date définitive de mise en oeuvre
1 septembre 2021

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Élaboration et mise en œuvre d'un protocole pour la publication et l'actualisation de renseignements avec l'aide d'un cabinet de consultants indépendant.
2. Formation du personnel des services de communication et des services informatiques des organismes intervenant dans le domaine du commerce international en ce qui concerne le protocole et la mise à jour des bases de données.
3. Élaboration de guides pratiques pour les exportateurs et les importateurs avec le concours d'un cabinet de consultants indépendant.
4. Recours à un cabinet de consultants indépendant pour l'élaboration de procédures permettant d'améliorer la circulation des renseignements internes dans les institutions pertinentes.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Diagnostic et évaluation des besoins, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: Centre du Commerce International, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, World Trade Organization, Département de l'Agriculture des États-Unis

Progrès rapporté

- La participation del Paraguay en la Iniciativa Global Trade Helpdesk colaboró con la difusión de información sobre los requisitos, procedimientos, aranceles, impuestos y tasas aplicadas para procedimientos de importación y exportación, por medio de explicaciones detalladas que incluyen la base legal de los requerimientos y estimaciones del costo y tiempo total que emplean estos trámites para determinados productos.
- El Comité Nacional de Facilitación del Comercio (CNFC), con el apoyo del Proyecto T-FAST, financiado por el USDA, está desarrollando una plataforma digital web en la que se podrá centralizar información relevante al comercio internacional. Esta información incluirá una recopilación de normativas vigentes relacionadas al comercio internacional.
- El Paraguay ha identificado que requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional para la implementación sostenible de esta disposición, en particular, el mantenimiento y desarrollo de estas plataformas.
- En este sentido, se requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional a efectos de fortalecer la herramienta Global Trade Helpdesk Paraguay, y ampliar la cantidad de productos nacionales de exportación e importación incorporados en esta plataforma.
- El Paraguay requiere asistencia técnica y apoyo para la creación de capacidad en materia de capacitación en disciplinas de negociación.

1.2.1 (a), (b), (c)
1.2.2
1.2.3

Date indicative de mise en oeuvre

1 mars 2019

Date définitive de mise en oeuvre

1 septembre 2021

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Doter les institutions des mêmes capacités technologiques:
 - a. obtenir le contrôle des institutions qui dépendent du MSPBS;
 - b. acquérir des ressources informatiques pour que toutes les institutions disposent des mêmes capacités technologiques.
2. Recourir à un cabinet de consultants indépendant pour créer un lien sur la page Web du Vice-Ministère des MPME, qui relève du Ministère de l'industrie et du commerce, en vue:
 - a. d'offrir un accès centralisé aux renseignements commerciaux, avec une approche axée sur les PME; et
 - b. de structurer tous les liens vers les diverses pages et les divers renseignements des organismes connexes.
3. Renforcer le Système national d'information et de notification et généraliser son utilisation dans les villes stratégiques.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Procédures institutionnelles, Sensibilisation*

Agences: Centre du Commerce International, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, World Trade Organization, Département de l'Agriculture des États-Unis

Progrès rapporté

- En el portal www.globaltradedesktop.org se encuentra disponible lo siguiente: descripciones detalladas sobre procedimientos de importación y exportación, una recopilación de formularios, documentos y base normativa solicitados para dichos procedimientos en relación con determinados productos.
- Una vez que el portal www.cnfc.gov.py esté completo y habilitado con la asistencia del USDA, se pondrá a disposición de las partes interesadas, por medio de internet, información relacionada con el comercio tal como legislación vigente, formularios y otras informaciones relevantes para los procesos de importación, exportación y tránsito.
- El Paraguay ha identificado que requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional para la implementación sostenible de esta disposición, en particular, el mantenimiento y desarrollo sostenible de estas plataformas.

1.3.1
1.3.2
1.3.3
1.3.4

Date indicative de mise en oeuvre

1 septembre 2018

Date définitive de mise en oeuvre

1 septembre 2021

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Recours à un cabinet de consultants pour créer les services d'information nécessaires et développer les services d'information aux commerçants existants des organismes connexes.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Diagnostic et évaluation des besoins*

Agences: Département de l'Agriculture des États-Unis

Progrès rapporté

- Una vez que el portal www.cnfc.gov.py esté completo y habilitado, se encontrarían en él disponibles los datos de contacto del punto focal designado para responder a peticiones razonables de información presentadas por gobiernos, comerciantes y otras partes interesadas sobre procedimientos de importación, exportación y tránsito.
- El Paraguay ha identificado que requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional para la implementación sostenible de esta disposición, en particular y sin perjuicio de otras áreas, para abordar las dificultades adicionales derivadas de su condición de País en Desarrollo sin Litoral.
- El Paraguay está abordando los cuellos de botella internos identificados a través del trabajo sobre Mapeo y Sistematización de Procesos de Comercio Exterior. No obstante, en su relacionamiento comercial externo persisten desafíos estructurales para el Paraguay, agravados sobre todo por su condición de País en Desarrollo sin Litoral. En este sentido, para trabajar sobre las mejores soluciones en materia de navegabilidad de los ríos y exportación, es necesario contar con soluciones tecnológicas de vanguardia, tales como el uso del Big Data, para enfrentar los desafíos logísticos del comercio internacional. Procesar y analizar los grandes volúmenes de datos internos y externos permitiría determinar las mejores rutas comerciales y estrategias optimas de navegabilidad y minimizando los sobrecostos generados por la condición de País en Desarrollo sin Litoral.

1.4 (a), (b), (c)

Date indicative de mise en oeuvre
1 septembre 2018**Date définitive de mise en oeuvre**
1 septembre 2021**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

1. Assistance et soutien pour la formation et le renforcement des capacités aux fins de l'établissement de notifications conformément aux règles de l'OMC.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire*

Agences: Département de l'Agriculture des États-Unis, Centre du Commerce International, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, World Trade Organization

Progrès rapporté

- El proyecto T-FAST del USDA apoya al Paraguay en la elaboración de notificaciones en materia de facilitación del comercio a la Organización Mundial del Comercio. En ese sentido, la información publicada en la página www.cnfc.gov.py está siendo ampliada con miras a la remisión de la notificación sobre el artículo 1.4 del Acuerdo sobre Facilitación del Comercio.
- Asimismo, el CCI realizó en el Paraguay Talleres sobre Análisis de Mercado, donde se brindaron entrenamientos en la utilización de las herramientas de análisis de mercado en línea proveídas por el CCI.
- El Paraguay ha identificado que requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional para la implementación sostenible de esta disposición, en particular, y sin perjuicio de otras áreas, en la profundización de los acuerdos y disciplinas de la OMC, con miras a la adecuada preparación de notificaciones, así como en la utilización de las herramientas con la información requerida y la actualización de los nuevos recursos disponibles.

2.1.1
2.1.2
2.1.3

Date indicative de mise en oeuvre
1 septembre 2018

Date définitive de mise en oeuvre
1 septembre 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Recours à un cabinet de consultants indépendant pour l'élaboration d'un protocole d'approbation unifié relatif à l'introduction de nouvelles mesures, à la publication en temps utile et à l'entrée en vigueur, avec la participation du secteur privé.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Diagnostic et évaluation des besoins*

Agences: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Département de l'Agriculture des États-Unis, Association latino-américaine d'intégration

Progrès rapporté

El Comité Nacional de Facilitación del Comercio consensuó un mecanismo centralizado de consultas públicas, que cuando esté operativo, se encontrará disponible en el portal www.cnfc.gov.py, en proceso de habilitación. El mecanismo, establecido por medio del Decreto Presidencial N° 8614, del 27 de diciembre de 2022, tiene por objeto introducir un procedimiento centralizado de consulta público-privado y de participación ciudadana que permitirá a los operadores de comercio exterior del Paraguay tomar conocimiento, formular consultas y realizar comentarios sobre las propuestas de introducción o modificación de decretos y resoluciones relacionados con la importación, exportación y tránsito de mercaderías. Para el desarrollo del mecanismo, el Comité Nacional de Facilitación del Comercio recibe el apoyo de:

- El Sistema de Apoyo a los Países de Menor Desarrollo Económico Relativo (PMDER) de la ALADI, en el año 2019 prestó asistencia al Paraguay para iniciar la implementación del artículo 2 del Acuerdo, desarrollando el primer borrador del marco normativo necesario para establecer un mecanismo de publicación anticipada y consulta pública.
- Con la asistencia del programa de empoderamiento de la UNCTAD, en el año 2020, el Comité Nacional de Facilitación del Comercio acordó una propuesta de marco normativo para consultas públicas.
- Con el apoyo del proyecto T-FAST del USDA, se están desarrollando las herramientas tecnológicas necesarias para hacer operativo el procedimiento establecido en el marco normativo y se capacitará al sector privado y público en el uso de la herramienta.
- El Paraguay ha identificado que requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional para la implementación sostenible de esta disposición, en particular, para:
 - Desarrollo de capacidad del sector privado y público para la utilización del mecanismo.
 - Profundizar la difusión del mecanismo.



2.2

Date indicative de mise en oeuvre

1 septembre 2018

Date définitive de mise en oeuvre

1 septembre 2020

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Mise en place de mécanismes de consultation participatifs sur la base de négociations entre les secteurs public et privé.

Étiquettes: *Procédures institutionnelles*

Agences: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Département de l'Agriculture des États-Unis

Progrès rapporté

- Con el establecimiento del Comité Nacional de Facilitación del Comercio se incrementó la periodicidad de las consultas y reuniones regulares entre los organismos que intervienen en frontera y miembros de cámaras y asociaciones del sector privado relacionado al comercio internacional.
- Con el apoyo de la ALADI, la UNCTAD y el USDA, se está avanzando en el establecimiento del proyecto de normativa para el mecanismo relacionado a la implementación del inciso 2.1 del Acuerdo, que prevé un espacio virtual por el cual se podrán realizar consultas sobre proyectos de normativa de aplicación general, antes de su entrada en vigor.
- El Paraguay ha identificado que requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional para la implementación sostenible de esta disposición.



5.3.1
5.3.2
5.3.3

Date indicative de mise en oeuvre

1 septembre 2020

Date définitive de mise en oeuvre

1 septembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Renforcement et développement des capacités des services de laboratoire des institutions connexes:
 - a. accréditation internationale des laboratoires;
 - b. acquisition de matériel adéquat pour moderniser les laboratoires dans chaque secteur;
 - c. formation des ressources humaines en vue de l'acquisition de compétences spécialisées dans le domaine de la réglementation et de compétences techniques.
2. Évaluation de la conformité par les organismes internationaux de certification et d'accréditation.
3. Conseils donnés par des experts techniques.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et équipement, Procédures institutionnelles, Ressources humaines et formation*

Membres donateurs: Union européenne

Agences: Banque mondiale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Département de l'Agriculture des États-Unis

Progrès rapporté

- El programa "Apoyo a la mejora de la competitividad de las MIPYMES y del clima de negocios en Paraguay" (MIPYME Compite) brinda asistencia técnica para el establecimiento de una Red Nacional de Laboratorios para la calidad del control de la inocuidad y vigilancia de alimentos, denominada Red Nacional de Laboratorios de Análisis de Alimentos del Paraguay – RENLAP.
- El apoyo del proyecto T-FAST del USDA apoya al Paraguay para el fortalecimiento de la capacidad laboratorial de instituciones públicas y privadas miembros del Comité Nacional de Facilitación del Comercio, por medio de:
 - o Asistencia técnica para informatizar los laboratorios del Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición (INAN).
 - o Adquisición de servidores de hiperconvergencia donde se alojan los sistemas laboratoriales del Servicio Nacional de Calidad Vegetal y de Semillas (Senave) y del Servicio Nacional de Salud y Calidad Animal (Senacsa) y donde se está desarrollando un sistema de administración de información laboratorial (LIMS).
 - o Capacitaciones donde fueron beneficiados aproximadamente 281 profesionales del sector público e instituciones del sector privado en temas de comercio, regulaciones de medidas sanitarias y fitosanitarias; microbiología, inocuidad de alimentos y métodos rápidos de laboratorios; desafíos regulatorios y testeo laboratorial; testeo químicos en productos agrícolas y alimenticios; uso de PCR, bacteriología vegetal; recolección, procesamiento e interpretación de datos de muestras para evaluación de la inocuidad en vegetales, entre otros, a cargo de expertos de la Universidad Estatal de Kansas (KSU).
 - o Certificación Internacional a 33 profesionales del sector público, en Inocuidad de alimentos y sistema HACCP (Hazard Analysis and Critical Control Points), emitida por la Food Safety Net Services (FSNS) de Estados Unidos.
 - o Capacitación virtual en procedimientos y técnicas de laboratorio, a través de la plataforma Labster, a 125 técnicos de laboratorios públicos y privados.
 - o Conformación de la Red Nacional de Laboratorios de Análisis de Alimentos del Paraguay (Renlap), integrada inicialmente por laboratorios públicos del Servicio Nacional de Calidad Vegetal y de Semillas (Senave), del Servicio Nacional de Salud y Calidad Animal (Senacsa) y del Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición (INAN).Asistencia técnica para la implementación de una plataforma virtual de laboratorios nacionales, actualmente en curso.
- El Paraguay requiere seguir consolidando su progreso mediante la asistencia técnica y apoyo para la creación de capacidad para la aplicación de esta disposición; en especial y sin perjuicio de otras áreas, para:
 - o Fortalecer la capacidad de respuesta de laboratorios públicos y privados bajo estándares internacionales mediante el equipamiento y la capacitación de personal.
 - o Intercambiar experiencias con países de la región sobre procedimientos implementados para la realización de segundas pruebas.
 - o Recibir asistencia técnica para el análisis del marco jurídico nacional y los procedimientos administrativos relacionados con la oportunidad de realizar segundas pruebas y el relevamiento de las necesidades del sector privado sobre oportunidades de mejora en los procedimientos laboratoriales.
 - o Impulsar la elaboración y aprobación de una normativa relacionada a la realización de segundas pruebas, en caso de existir lagunas normativas o administrativas.Recibir apoyo para la adquisición de equipos, logística y desarrollo de capacidades, y la capacitación del personal para el fortalecimiento de los laboratorios tanto públicos como privados de la cadena productiva bajo estándares internacionales.

7.6.1
7.6.2**Date indicative de mise en oeuvre**
1 septembre 2019**Date définitive de mise en oeuvre**
9 avril 2021**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

1. Recours à un cabinet de consultants pour la simplification du processus de mainlevée des marchandises.
2. Assistance technique pour la gestion et la publication périodique des délais moyens nécessaires à la mainlevée des marchandises.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Diagnostic et évaluation des besoins***Membres donateurs:** Union européenne**Agences:** Banque mondiale**Progrès rapporté**

La DNA del Paraguay mide y publica de manera periódica el plazo medio necesario para el despacho de mercaderías. Esta información se encuentra disponible en el siguiente enlace: https://www.aduana.gov.py/?page_id=10894&preview_nonce=10643f8284

En el primer semestre de 2023 se inició el estudio de Tiempos de Levante de los procesos de comercio exterior, a cargo del Banco Mundial, en el marco del programa "Apoyo a la mejora de la competitividad de las mipymes y del clima de negocios en Paraguay" (MiPYME COMPITE), financiado por la Unión Europea. El estudio será coordinado con la Red de Inversiones y Exportaciones (REDIEX) del Ministerio de Industria y Comercio y otros actores. El estudio se implementará en dos puertos y contempla la transferencia de la metodología a las instituciones nacionales competentes.

El Paraguay ha identificado que requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional para la implementación sostenible de esta disposición.



7.7.1	Date indicative de mise en oeuvre	Date définitive de mise en oeuvre
7.7.2 (a) (i), (ii), (iii), (iv), (i), (ii)	1 septembre 2020	1 septembre 2020
7.7.3 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g)		
7.7.4		
7.7.5		
7.7.6		

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Donner suite au projet de mise en oeuvre du programme d'opérateurs agréés (opérateurs économiques agréés), qui est actuellement en phase d'expérimentation à la Direction nationale des douanes. Cette institution compte sur l'aide de l'OMD pour mettre en oeuvre ledit projet.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Procédures institutionnelles*

Agences: World Customs Organization, Agence des États-Unis pour le développement international, Département de l'Agriculture des États-Unis, Organisation des États américains

Progrès rapporté

- La Organización Mundial de Aduanas (OMA) ha brindado Asistencia Técnica en dos oportunidades (años 2015 y 2017) para el desarrollo del marco normativo necesario para el establecimiento del Programa de Operador Económico Autorizado en el Paraguay.
- La OEA, a través del CICTE, brindó Asistencia Técnica durante el año 2018 para la implementación del Programa.
- La USAID brindó Asistencia Técnica por 14 meses, comprendidos entre el año 2019 y 2020, para el Fortalecimiento y Promoción Interna y Externa del Programa OEA, con la contratación de una consultoría a cargo de una experta acreditada por la OMA. El proyecto T-FAST, dando continuidad a la cooperación otorgada por USAID, está brindando asistencia técnica desde el año 2021 hasta el 2023 para el fortalecimiento del Programa de Operador Económico Autorizado mediante el apoyo a DNA en el proceso de incorporación de otras instituciones públicas al programa.
- El Paraguay necesita asistencia técnica y creación de capacidad adicional, para la capacitación y contratación de técnicos informáticos y desarrolladores de sistemas que colaboren con el aumento de las capacidades de la plataforma de Trámites Electrónicos (TES) del Servicio Nacional de Calidad y Sanidad Vegetal y de Semillas para conectarse con las Ventanillas Únicas de Importación y Exportación.
- Asimismo, el Paraguay requiere de asistencia técnica y creación de capacidad adicional para ampliar el reconocimiento del Programa Operador Económico Autorizado, bilateralmente y a nivel regional.



7.8.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h) **Date indicative de mise en oeuvre**
7.8.2 (a), (b), (c), (d) 1 septembre 2018
7.8.3

Date définitive de mise en oeuvre
1 septembre 2022

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Recourir à un cabinet de consultants indépendant afin d'élaborer une procédure simplifiée pour les envois accélérés à l'exportation.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Diagnostic et évaluation des besoins, Procédures institutionnelles*

Agences: Département de l'Agriculture des États-Unis

Progrès rapporté

- Con el apoyo del proyecto T-FAST, en coordinación con la Unión Industrial Paraguaya (UIP), se concluyó el Mapeo de los Procesos de Exportación e Importación aérea en Paraguay que incluye, además de un diagnóstico sobre el estado situación de dichos procesos, un plan de acción para la implementación progresiva de recomendaciones de mejora en relación a procedimientos que permitan el levante rápido de productos sometidos al esquema de remesa expresa en el Paraguay.
- El Paraguay necesita asistencia técnica y creación de capacidad adicional, en especial y sin perjuicio de otras áreas, para abordar y dar seguimiento a los 267 cuellos de botella identificados en el informe del Mapeo de los Procesos de Comercio Exterior Paraguayo, de los cuales 47 oportunidades de mejoras corresponden a los Procesos de Exportación e Importación aérea en Paraguay.



8.1
8.2 (a), (b), (c), (d), (e)

Date indicative de mise en oeuvre
1 mars 2021

Date définitive de mise en oeuvre
1 mars 2026

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Détermination du nombre de ports privés existants, de leurs conditions d'exploitation et de leur certification afin que la Préfecture navale puisse effectuer son travail de contrôle des conditions d'exploitation des ports privés.
2. Mise en œuvre de la gestion des risques de manière effective et transparente.
3. Coopération technique en vue de réviser le cadre réglementaire régissant les ports publics et privés et définissant les responsabilités en ce qui concerne la navigabilité des fleuves (Loi n° 1066/65).
4. Accélération des inspections réalisées dans le circuit rouge aux points d'accès publics et privés.






Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Diagnostic et évaluation des besoins, Procédures institutionnelles*

Agences: Département de l'Agriculture des États-Unis

Progrès rapporté

- El proyecto T-FAST del USDA, apoyará el desarrollo de un diagnóstico de la cantidad de puertos privados existentes, de sus condiciones operativas y de su certificación, a fin de que la Prefectura General Naval pueda realizar su trabajo de control de las condiciones operativas de los puertos privados.
- El Paraguay requiere asistencia técnica y creación de capacidad adicional para la aplicación de esta disposición; en especial y sin perjuicio de otras áreas, para la localización de los puertos privados existentes y habilitados, y la determinación de las condiciones relacionadas con: infraestructura, cantidad de personal operativo en cada puerto privado, personal del sector público e instituciones instaladas en el sitio y las condiciones de infraestructuras de éstas.

Légendes

	Notifiée dans la catégorie C		Notifiée dans la catégorie C		Report de dates demandé
	Arrangement avec des donateurs notifié		Arrangement avec des donateurs pas encore notifié		

Téléchargé le 12 avril 2025

Mis à jour le 29 juin 2024